



# PRÉFET DU MORBIHAN

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## Cabinet du préfet du Morbihan Direction des sécurités

### Arrêté préfectoral portant interdiction de rassemblements festifs à caractère musical et interdiction de circulation de tout véhicule transportant du matériel de sons à destination d'un rassemblement festif à caractère musical non autorisé dans le département du Morbihan

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-5 à L. 211-8, L. 211-15, R. 211-2 à R. 211-9 et R. 211-27 à R. 211-30 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2215-1 ;

**Vu** le code pénal ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Pascal BOLOT, préfet du Morbihan ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2022 plaçant le Morbihan en alerte renforcée sécheresse et réglementant temporairement les prélèvements d'eau potable pour l'ensemble du département et des îles ;

**Considérant** que plusieurs rassemblements sont annoncés dans l'Ouest de la France (notamment dans les départements des Côtes d'Armor, du Finistère, de l'Ille et Vilaine et de la Loire Atlantique) entre le samedi 20 août 2022 et le dimanche 21 août 2022, pouvant rassembler plusieurs milliers de personnes ;

**Considérant** que plusieurs festivals sont prévus en Bretagne ce week-end (dont le festival MOTOCULTOR à Saint Nolff dans le Morbihan) et qu'il est d'usage que des rassemblements non déclarés se produisent en marge de ces festivals et parfois dans les départements limitrophes ;

**Considérant** la tenue régulière de rave partys non autorisées dans le Morbihan depuis le début de l'été ;

**Considérant** le risque de troubles à l'ordre public occasionnés par de tels événements en raison du très fort niveau sonore de la musique auquel sont soumis des riverains et de l'absence d'information sur les mesures envisagées par les organisateurs pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques ;

**Considérant** la situation du département du Morbihan en sécheresse renforcée depuis le 28 juillet 2022 et le risque toujours très important d'incendie de végétation sur le département ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure, les rassemblements festifs à caractère musical sont soumis sous certaines conditions à l'obligation de déclaration préalable auprès du préfet du département précisant notamment les mesures envisagées par l'organisateur pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques ;

**Considérant** qu'aucune déclaration préalable relative à l'organisation d'un rassemblement festif à caractère musical n'a été déposée auprès du préfet du Morbihan pour le week-end du 20 au 21 août 2022 ;

**Considérant** l'urgence à prévenir les risques d'atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics et les pouvoirs de police administrative générale que le préfet tient des dispositions de l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Sur proposition** de monsieur le directeur adjoint des sécurités de la préfecture du Morbihan ; ;

### **ARRÊTE**

**Article 1er :** La tenue de rassemblements festifs à caractère musical est interdite dans le département du Morbihan **du vendredi 19 août 2022 à 18h00 jusqu'au lundi 22 août 2022 à 8h00.**


**Article 2 :** La circulation de tout véhicule transportant du matériel « *sound system* » ou des groupes électrogènes susceptibles d'être utilisés pour les rassemblements festifs à caractère musical est interdite sur l'ensemble du réseau routier du Morbihan **du vendredi 19 août 2022 à 18h00 jusqu'au lundi 22 août 2022 à 8h00.**

**Article 3 :** Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues par l'article R.211-27 du code de la sécurité intérieure et peut donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le tribunal.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai maximal de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif de Rennes peut également être saisi dans les deux mois par l'application internet « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :** Les sous-préfets d'arrondissement, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique, et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture ainsi que sur le site Internet à l'adresse <http://www.morbihan.gouv.fr>.

Vannes, le 19 août 2022

Le préfet  
  
Pascal BLOL